

LE PETIT JOURNAL

L'hebdo du Pays Toulousain

Du vendredi 25 au jeudi 31 octobre 2013 - Numéro 455 - 1,20€

L'humeur du correspondant

Eva Joly et l'Histoire

Décidemment, même quand nous ne sommes concernés en aucune façon, un responsable, politique, en l'occurrence Eva Joly, députée européenne et ancienne candidate à la Présidence de la République, éprouve le besoin de nous mettre en cause. En effet, quelle relation entre Léonarda et sa famille, arrivées en France clandestinement, dont tous les recours de droit ont été épuisés, qui viennent d'être expulsées et le million de pieds-noirs chassés de leur pays natal dans des conditions épouvantables, grâce à la collusion contre nature des responsables du FLN et du gouvernement français de l'époque ? Figurez-vous qu'Eva Joly en voit une. Invitée politique de Laurence Ferrari dans l'émission Tirs Croisés. Elle a d'abord attaqué Manuel Valls qui a trop longtemps flirté avec le populisme. Puis elle a déclaré :

« Nous sommes en train d'oublier l'Europe, ses valeurs et pourquoi l'Europe a été faite. Si nous ne sommes pas capable d'intégrer quelques dizaines de milliers de ROMS alors que nous avons intégré, en 62, 63, 1 millions de pieds noirs alors que nous n'étions que 50 millions, si l'Europe de 500 millions n'est pas capable d'intégrer la communauté ROMS c'est que nous les considérons comme nos

intouchables ».

Je ne me prononcerai pas sur le problème des ROMS. Je ne rappellerai pas à Eva Joly la lourde contribution des pieds-noirs, à leur mère patrie, lors des guerres de 1870, 1914-18 et 1939-45 puisqu'il semble qu'elle l'ignore, je ne lui rappellerai pas que, 1500 d'entre eux sont considérés comme « disparus ». 5000 furent victimes du terrorisme, 50.000 Français musulmans furent assassinés. Je devrai même la remercier finalement. En effet, depuis 1962, une question me taraude jour et nuit. Qu'étions-nous aux yeux de nos responsables politiques ? La réponse est maintenant claire, nous sommes des intouchables. Selon la définition du Larousse, en Inde, ils faisaient partis de la classe la plus basse, considérés comme si impurs qu'ils pouvaient transmettre la pollution par simple contact physique. Dès lors tout s'éclaire et je comprends mieux pourquoi le maire de Marseille désirait que l'on s'intègre ailleurs. Depuis 1962 la situation n'a pas dû tellement évoluer puisque, à l'exception des associations de rapatriés (si mal nommées) aucun responsable politique, pourtant si prompts à s'indigner vertueusement, n'a relevé ce propos pour le moins stigmatisant, d'une part, et profondément injuste, d'autre part.